



RÉFLEXION SUR LE COMMERCE D'ARMES

Ndlr. L'article parle de l'armement wallon, mais les arguments valent pour tout le pays et pour tout pays.

L'armement wallon à la croisée des chemins

Amer constat pour le monde syndicalo-patronal de la production d'armements: ces objets créateurs d'emplois peuvent aussi tuer des innocents! Et si, par-dessus le marché, les dictateurs se mettent à trahir la parole donnée de n'utiliser qu'à des fins humanitaires les armes que nous leur livrons, faut-il s'étonner d'entendre le secteur s'inquiéter pour ses milliers d'emplois?

Trêve d'ironie, les organisations patronales et syndicales ont, ces dernières semaines, mêlé le cynisme – l'éternel "si nous ne vendons pas, d'autres le feront" – à l'indigne – en plaçant sur la même balance l'éventualité d'un "bain de sang social en Wallonie" et le bain de sang, réel celui-là, qui s'étend en Libye – pour justifier leurs contrats d'exportation d'armes. Avant de brandir la menace ultime: les délocalisations.

Confions d'emblée à Pol Mathil (*Le Soir*, 2 mars 2011) le soin de nous rappeler quelques évidences: "Les armes ne sont pas des biens ordinaires. Elles provoquent des guerres bien plus qu'elles ne les préviennent/.../. Il y a un rapport indissociable entre les armes et la violence. Vendre du matériel de guerre implique donc une responsabilité particulière des entreprises, des Etats et des citoyens." Paroles de sage...

Primauté du politique

C'est bien la responsabilité politique qui doit chapeauter l'ensemble de la question de l'armement: produire sur son territoire et exporter des armes n'est pas une activité commerciale ordinaire, c'est un acte important de politique étrangère. Beaucoup trop important d'ailleurs pour se retrancher simplement derrière le droit naturel de légitime défense reconnu à tous les Etats par le Chapitre 7 de la Charte des Nations unies. Comme si ce droit entraînait implicitement celui de tous les Etats de s'armer, et pour nous de leur vendre sans limites.

L'exemple libyen est évidemment caricatural, tant est connue depuis longtemps la personnalité déséquilibrée, mystique et irrationnelle de Kadhafi. Mais il est un peu tard pour feindre l'étonnement devant la violence de la répression qui s'abat sur une partie chaque semaine croissante d'un monde arabe en quête de démocratie, de justice et de droits élémentaires. A moins d'être resté délibérément sourd aux mises en garde, personne ne

pouvait ignorer que ces régimes autoritaires auxquels nous vendons des armes sans sourciller risquaient bien davantage d'utiliser les armes reçues pour soumettre leur propre population que pour se défendre d'une agression extérieure.

De mauvaises décisions ont été prises. Il est trop tard pour regretter et accuser. Mais il est temps de rappeler pourquoi il est bien de la responsabilité exclusive de l'autorité politique de décider en dernier ressort ce qu'une entreprise d'armement pourra vendre ou pas, qu'il s'agisse d'équiper nos propres forces armées ou d'exporter des équipements militaires vers un pays tiers.

La décision d'autoriser ou non une vente d'armes n'a rien d'arbitraire. Dans l'Union européenne, elle repose sur l'examen de huit critères, énoncés dans le Code de conduite européen adopté en juin 1998 et transposés dans une Position commune depuis décembre 2008. Ils sont donc, par définition, communs et contraignants pour les 27 Etats membres. Une contrainte librement consentie cependant car les critères ne découlent pas d'une volonté divine: ils résultent d'une volonté longuement délibérée des chefs d'Etat et de gouvernement, dont les nôtres, de s'y soumettre. /.../

Cette décision repose aussi sur une hiérarchie des éléments à prendre en compte: l'article 10 de la Position commune précise en effet que "bien que les Etats membres, puissent également prendre en compte les incidences des exportations envisagées sur leurs intérêts économiques, sociaux, commerciaux et industriels, ces facteurs n'affectent pas l'application des critères susmentionnés" (respect des droits de l'homme, respects des obligations internationales, situation intérieure du pays destinataire, préservation de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionale, etc.). Le dilemme wallon en filigrane de ces dispositions n'est pas neuf: "Entre 1 500 emplois et l'éthique, je choisis les 1 500 emplois" déclarait en avril 1998 Robert Collignon, alors ministre-Président du gouvernement wallon. Désormais, c'est la réglementation européenne qui affirme le contraire.

La production d'armement, une entreprise publique

Il est par contre illusoire de miser sur le sens spontané des responsabilités de la part des entreprises, prises en tant qu'organisations. Il est peu probable que des entreprises privées subordonnent volontairement leurs intérêts et ceux de leurs actionnaires à des considérations d'ordre éthique, humanitaire, ou de stabilité régionale. Raison supplémentaire pour donner à l'autorité politique les pouvoirs, les informations et les leviers qui lui permettront, le plus en amont possible dans le processus d'exportation d'armes, de prendre sa décision de la manière la plus sereine et responsable possible.

Ici se pose la question délicate du statut juridique des entreprises du secteur de l'armement, et des moyens dont disposent les pouvoirs publics pour les contrôler. Laissées aux forces du marché et aux contraintes de la compétitivité, ces entreprises n'ont d'autre option que de croître, produire, vendre et exporter toujours plus. Cette "logique de marché" n'est compatible ni avec ce qui devrait être leur seule et unique mission – assurer la production des moyens nécessaires à la mise en œuvre des politiques de défense définies par des gouvernements démocratiques - , ni avec la nature de leur production, l'armement étant justement par excellence le produit dont il faut veiller à maintenir la consommation au niveau le plus bas possible. Question de bon sens, mais aussi de saine gestion des dépenses publiques (que le secteur privé est d'ailleurs toujours prompt à vouloir réduire lorsqu'il n'en est pas le principal bénéficiaire).

/.../

Sortir l'armement de la logique de marché

L'heure n'est évidemment plus aux grandes nationalisations mitterrandiennes des années 1980. Mais la question de savoir comment sortir l'armement de la simple logique marchande et restaurer un contrôle public sur la stratégie des producteurs d'armes est plus que jamais d'actualité. Les gouvernements doivent retrouver la capacité de peser sur les stratégies des industries de l'armement, voire de les définir, et de fixer des balises à leurs périmètres d'activités, tant en termes de produits que de marchés. Contrôler le capital est un moyen, pas nécessairement le seul, mais il n'a de sens que si l'actionnaire public exerce pleinement ses prérogatives.

/.../

Ce qui peut apparaître comme un paradoxe n'est finalement qu'un double défi. Il peut exister en Wallonie une production d'armement que nous devons pleinement et collectivement assumer. Celle-là acceptera l'encadrement et les règles qui lui seront imposées par la politique et verra son rôle limité à l'approvisionnement légitime des forces armées d'Etats démocratiques, dans le respect des règles européennes et internationales. FN Herstal et ses 1 200 emplois a sans aucun doute sa place dans ce scénario.¹ /.../

Il ne peut être question de céder une fois encore au chantage des multinationales au nom du sacro-saint objectif de la "défense de l'emploi". Comme le notait récemment Jean-Michel Lalieu dans *L'Echo* (26 février 2011), "la meilleure défense reste l'attaque et, à force de ne vouloir que "protéger" l'emploi existant, on oublie souvent qu'avec un peu de volontarisme on est capable d'en créer d'autres". Se tourner vers l'avenir, ou s'accrocher à des archaïsmes.

/.../

Conclusion

Défendre envers et contre tout la compétitivité des industries de l'armement n'est qu'une autre manière de promouvoir la course aux armements. C'est incompatible avec la troisième des responsabilités évoquées par Pol Mathil, celle des citoyens, c'est-à-dire notre responsabilité envers les générations futures de promouvoir un monde plus sûr et moins guerrier, même s'il nous en coûte quelque chose à court terme. Question d'éthique bien sûr, mais aussi question de cohérence avec les efforts diplomatiques permanents de la Belgique pour la résolution pacifique des conflits et en faveur des initiatives internationales relatives au contrôle et à la maîtrise des armements.

Luc Mompaeu, directeur-adjoint du GRIP²
Les Nouvelles du GRIP 1/11, pp.1 à 4

¹ La FN Herstal a décroché en janvier de cette année un contrat de 100 millions d'euros avec l'armée française à laquelle elle livrera près de 11 000 mitrailleuses MAG sur les huit prochaines années. Se quoi relativiser l'importance du contesté contrat libyen, qui était de 11,5 millions.

² Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

HET CHRISTENDOM IS DE MEEST VERVOLGDE RELIGIE

Christenen dreigen te verdwijnen uit het Midden-Oosten. Dat blijkt uit het rapport 'Vervolgd en vergeten' van Kerk in Nood over vervolging van christenen wereldwijd.

Journalistieke waarnemingen in 33 landen vormen de basis voor het op 24 maart gepresenteerde overzicht van vervolging van christenen wereldwijd, ['Persecuted and forgotten'](#).

Hoewel het Midden-Oosten de bakermat van het christendom is, voelen christenen zich in deze regio zo onveilig, dat ze eruit wegtrekken, blijkt uit het rapport.

In Irak leefden in 1987 nog 1,4 miljoen christenen, volgens Kerk in Nood. Dat aantal was gehalveerd in 2003. Nu zijn er officieel nog een half miljoen christenen, maar volgens waarnemers zouden het er niet meer dan 150.000 zijn, op een bevolking van 30 miljoen.

Dat christenen in Irak met geweld vervolgd worden, blijkt uit de aanslag op een kerk in Bagdad in oktober 2010, waarbij 58 doden vielen en 70 gewonden. De organisatie concludeert dat het de opzet van landen met een beweging van extremistische moslims is om christenen geheel te laten verdwijnen.

Volgens Kerk in Nood worden christenen niet alleen in islamitische landen vervolgd, maar ook in bijvoorbeeld Venezuela, China en Noord-Korea. Religieuze intolerantie is soms ingegeven door nationalisme, soms door politieke drijfveren.

Drie van de vier gelovigen die om religieuze redenen vervolgd worden, zijn christenen. "Vooral de situatie van christenen in het Midden-Oosten en Pakistan is zorgwekkend", vertelt Joris van Voorst tot Voorst, directeur van Kerk in Nood. "In Irak is het sinds de Amerikaanse inval slecht gesteld met de christelijke gemeenschap. In Pakistan hebben christenen het heel erg moeilijk met de omstrede blasfemiewet. Hierdoor kunnen christenen gearresteerd worden als ze beweren dat Jezus de zoon van God is".

Van Voorst tot Voorst noemt enkele dramatische voorbeelden van christenvervolging: naast het gijzelingsdrama in een kerk in Bagdad, waarbij zeker veertig christenen om het leven kwamen, ook de bomaanslag op een kerk in Alexandrië, waarbij meer dan twintig christenen de dood vonden. In het rapport staan veel meer voorbeelden.

Kerk in Nood is een organisatie die zich inzet voor vervolgd christenen wereldwijd. Open Doors doet hetzelfde. Die organisatie komt elk jaar met een top-50 van landen met de meeste christenvervolging.

Noord-Korea staat al enkele jaren op de eerste plaats. "Het is daar heel erg", vertelt Van Voorst tot Voorst, "maar omdat het zo'n gesloten land is, weten we niet precies hoe de situatie is." Kerk in Nood wil geen ranglijst presenteren. "Dat doet geen recht aan de verschillende situaties. In ieder land is sprake van een aparte situatie."

Zo trekken ook uit Israël christenen weg. Was in 1922 een op de twee inwoners van Jeruzalem christen, nu maken ze nog minder dan twee procent uit van de bevolking van deze stad.

Met het rapport wil Kerk in Nood in eerste instantie informeren. Van Voorst tot Voorst hoopt dat het de politiek wakker schudt en dat er actie wordt ondernomen. Hij merkt al dat de media in Nederland meer weet krijgen van de omvang van christenvervolging.

Behalve informeren wil Kerk in Nood ook oproepen tot gebed. Dat deed zij met de Nacht van de Martelaren in de St. Nicolaaskerk in Amsterdam. Tijdens een heilige mis en een avondwake was er aandacht voor de slachtoffers van christenvervolging. Kerk in Nood is zelf ook actief als hulporganisatie. Zij helpt en ondersteunt vervolgte christenen door bijvoorbeeld het verspreiden van bijbels en het ondersteunen van priesters. De organisatie is gevestigd in 140 landen.

De organisatie is in 1947 opgericht door de Nederlandse pater Werenfried van Straaten. Dit is het derde rapport van Kerk in Nood. Het eerste verscheen in 2006.

Persecuted and forgotten, Christenvervolgingen 2011. Uitg. Kerk in Nood, John Pontifex en John Newton. info@kerkinnood.nl

VAN ROMPUY VERWERPT MISLUKKING VAN MULTICULTURELE SAMENLEVING

Herman Van Rompuy, de voorzitter van de Europese Raad, verwerpt de stelling dat de multiculturele samenleving mislukt zou zijn. Hij zei dat woensdagavond, 16 maart 2011, tijdens een academische lezing naar aanleiding van de Dag van de Vrede en de viering van de 25ste verjaardag van het Centrum voor Vredesethiek van de KU Leuven. “Europa is een echte multiculturele samenleving, met 23 talen en nog meer volkeren. Het leven met verschillen vraagt echter een grote inspanning. De doemdenkers van de multiculturele samenleving zijn ongeduldig. Het inschakelen van grote groepen vraagt tijd. Wij mogen niet vergeten dat multireligiositeit eeuwenlang een mislukking leek.”

Van Rompuy zei verder nog dat de migratie een onomkeerbaar fenomeen is. Zonder regels komen wij in een jungle terecht. “Daarom moet de multiculturele samenleving worden georganiseerd. Zo kunnen wij ook de waarden die aan de basis liggen van ons project langere duurzaamheid geven. Wij moeten de boodschap van samenhang, solidariteit, verzoening en vergeving blijven uitdragen en ervoor zorgen dat Europa ook een plaats krijgt in het hart van mensen.”



Herman Van Rompuy *Bron: KerkNet*

LA SPÉCULATION BIENTÔT TAXÉE EN EUROPE ?

Le 8 mars dernier, contre toute attente, le Parlement européen a adopté une résolution appelant à taxer les transactions financières internationales. (Rappelez-vous la taxe Tobin...)

Alors qu'aucun accord n'avait été trouvé lors du G20 de Séoul, l'Union européenne pourrait mettre en place la taxe sur les transactions financières internationales, depuis longtemps discutée mais jamais adoptée. Par 529 pour, 127 contre et 19 abstentions, les eurodéputés ont massivement soutenu le rapport présenté par l'élue socialiste grecque Anni Podimata. Selon ce rapport, une taxe (entre 0,01% et 0,05%) sur les transactions financières internationales rapporterait 200 milliards d'euros par an à l'échelle européenne et 650 milliards si elle était appliquée au niveau mondial. De quoi enrayer la spéculation à court terme (taxées, les opérations seraient plus coûteuses), alléger les souffrances des pays les plus pauvres et financer les biens publics dont dépendent les citoyens.

Un signal fort mais insuffisant

Si le Parlement européen s'est prononcé sans attendre une éventuelle décision au niveau mondial, son acte reste pour l'instant symbolique, sachant que c'est à la Commission que revient la compétence d'appliquer ou non une telle taxe. Et cette dernière s'est jusqu'ici montrée réticente à l'idée d'une taxe cantonnée à la seule Union européenne, craignant que les financiers désertent les places boursières et fassent chuter la compétitivité du Vieux Continent. En attendant, la remise en question du système financier s'intensifie sous la pression de l'opinion publique. À défaut d'une taxe mondiale, espérons que la taxe sur les transactions financières voit rapidement le jour en Europe.

Financité.be – Dépêche 164

EN BREF – IN'T KORT

Priester veroordeeld wegens homofobe uitspraken

Een Kroatische priester is tot drie maanden celstraf met uitstel veroordeeld omdat hij op zijn blog homofobe uitspraken deed naar aanleiding van de Gay Pride die vorig jaar in Belgrado plaatsvond. Volgens de rechtbank van Rijeka zette de priester met zijn uitspraken aan tot discriminatie van homoseksuelen. Indien de priester tijdens de komende twaalf maanden geen soortgelijke feiten pleegt, moet hij niet de gevangenis in. RKnieuws.net 25 maart 2011

Oecumenische Raden pleiten voor terugtrekking Amerikaanse kernwapens uit Europa.

Vier grote internationale en nationale oecumenische organisaties hebben de NAVO gevraagd om de resterende Amerikaanse tactische kernwapens uit Europa te verwijderen. Het gaat om ca. 200 kernwapens die in vijf landen liggen opgeslagen. Het aantal landen in de wereld met kernwapens op hun grondgebied zou zo verminderd worden van de huidige 14 tot 9. De brief is gericht aan NAVO secretaris generaal Rasmussen en is getekend door de Wereldraad van

Kerken, de Conferentie van Europese Kerken, en de nationale Raden van Kerken van de Verenigde Staten en van Canada. Dat zijn samen zo'n 200 lidkerken.

De vier raden zijn teleurgesteld door de te zwakke steun van de NAVO voor het doel van een kernwapenvrije wereld, zoals dat ondermeer door president Obama in april 2009 in een rede in Praag is bepleit. De aanleiding voor de nieuwe brief is dat de NAVO dit jaar het kernwapenbeleid zal herzien als deel van het algehele verdedigings- en afschrikkingsbeleid van de NAVO. Op een NAVO top in 2012, vermoedelijk in Chicago, moeten definitieve besluiten vallen.

Wapenexport naar Bahrein opschorten

Pax Christi Vlaanderen vraagt de opschorting van de wapenexport naar Bahrein. Volgens de Vlaamse vredesbeweging wordt de gewelddadige repressie van de manifestaties door de ordediensten onomstotelijk aangetoond door een rapport van Amnesty International van 17 maart. Pax Christi wijst erop dat Frankrijk en Groot-Brittannië intussen hun wapenleveringen hebben opgeschort wegens het geweld tegen betogers. Ook de Vlaamse overheid, die in december 2010 nog een exportlicentie ter waarde van 1,5 miljoen euro voor de uitvoer van militaire voertuigen en onderdelen aan Bahrein goedkeurde, moet dat voorbeeld volgen.

Les troupes de Ouattara ont tué et violé des civils

Des militaires fidèles au Président Alassane Ouattara, internationalement reconnu comme le Président élu de la Côte d'Ivoire, ont tué à l'Ouest du pays des centaines de civils, violé des dizaines d'adhérents de l'ex-président Laurent Gbagbo et détruit des villages par le feu. Ces constats sont relatés dans un rapport de l'organisation de défense des droits de l'homme, *Human Rights Watch*. "Les troupes tiraient sur les gens sur base de leur origine ethnique et touchaient surtout ceux qui étaient trop vieux ou trop faibles pour s'enfuir."

Selon la même organisation, des troupes loyales à Gbagbo ont tué plus de cent civils, en représailles contre une attaque de Ouattara contre Abidjan.

Levenslang voor een ex-generaal

Een Argentijnse rechtbank heeft een ex-generaal tot levenslang veroordeeld wegens misdaden tegen de menselijkheid, begaan ten tijde van de Argentijnse junta (1976-1983). Eduardo Cabanillas stond in de jaren zeventig aan het hoofd van het beruchte martelcentrum Automores Orletti. Hij wordt door de rechtbank verantwoordelijk gehouden voor het illegaal opsluiten, martelen of vermoorden van 65 politieke tegenstanders van de militaire regimes in Zuid-Afrika. (*ndlr. Que cela fasse réfléchir des potentats de tout genre actuellement au pouvoir.*)

Manger moins de viande devient une nouvelle forme de solidarité

Les changements climatiques sont la cause de mauvaises récoltes et en Asie la classe moyenne en pleine expansion consomme de plus en plus de viande...

La production de 1 kilo de viande nécessite 7 kilos de céréales. La FAO prétend que pour 2050 la production en céréales devra s'accroître de 70%. La FAO ne fait qu'extrapoler la consommation actuelle de viande. La conséquence serait qu'en 2050 la moitié des céréales serait destinée au bétail...

Une approche chrétienne – comme celle du Carême de Partage – pourrait être de manger moins de viande. Notre consommation de viande est une des causes de la faim dans le monde. Un régime un peu plus végétarien serait une nouvelle forme de solidarité. En somme, un retour au carême d'antan.

ECHTE WERELD

Meer dan vijftig jaar geleden
In de dagen dat een nieuwe tijd begon
schreef Hans Lodeizen, de dichter
'deze wereld is niet de echte'.

1
Denk je in: wij hier
met tien miljoen vermenigvuldigd
zouden zeker weten
dat door met spandoeken te lopen
op blote voeten en te zingen
wij een nieuwe oorlog
konden voorkomen
wie zou niet -

Bereken
of door prijs te geven
de helft van onze kapitalen
wij misschien doden
zouden doen leven,
breken
de armoedespiraal.

Stel dat een oogopslag bestaat
een handomdraai
die wij door gestage oefening
kunnen leren
en waarmee wij,
in plaats van ons dood te vechten,
het lot keren en deze wereld
veranderen in de echte -

dan zou Afghanistan
weldra een boomgaard zijn,
en Irak het stromenland weer
waar de mensheid begon
en van Gaza
tot de ceders van de Libanon
zouden vriend en vijand
dansen tot diep in de nacht
bij de bandoneon.

2
Sinds onheuglijke tijden
staat de hoop geschreven
dat ooit grote woorden als
'verzoening – mensenrechten – vrede'
tot een nieuwe wereld worden
eindelijk de echte.

In naam van hen
die vóór ons waren
en omwille van wie na ons komen
blijf die grote woorden dromen –
laat de hoop niet varen.

Huub Oosterhuis
"Kom bevrijden"
2009, blz 196-197